

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	
PRÉFACE	
INTRODUCTION	1
1. Le droit de la régulation économique et financière	1
2. Le droit de la régulation bancaire	1
3. La réglementation et le contrôle du secteur bancaire	1
<i>a. L'organisation de la profession bancaire et la nationalisation du crédit (1941-1984)</i>	1
<i>b. La restructuration et la modernisation du système bancaire (1984-2010)</i>	1
<i>c. La nouvelle architecture de la supervision bancaire (2010-2012)</i>	1

PREMIÈRE PARTIE

LES PROFESSIONNELS RÉGULÉS 2 |

CHAPITRE 1 – LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT 23 |

Section 1 – Le monopole des établissements de crédit..... 24 |

§1. Le monopole quant aux opérations de banque..... 25 |

A. Présentation du monopole..... 25 |

1. Les opérations de banque 26 |

a. La réception de fonds du public..... 26 |

b. Les opérations de crédit..... 28 |

c. Les services bancaires de paiement..... 30 |

2. La notion d'habitude..... 32 |

B. Les dérogations au monopole 32 |

1. Dérogations concernant toutes les opérations de banque..... 33 |

2. Dérogations concernant certains organismes, associations et fondations s'adressant aux seules opérations de crédit 33 |

3. Dérogations en faveur de toute entreprise pour diverses opérations 34 |

4. Dérogations concernant les seules opérations

§2. Le monopole des dépôts bancaires à moins de deux ans de terme ..	37
§3. La répression de la violation du monopole bancaire	38
A. Le délit d'exercice illégal de la profession de banquier.....	38
B. Le délit d'utilisation frauduleuse d'une expression à connotation bancaire.....	42
Section 2 – L'agrément des établissements de crédit	43
§1. Les différentes catégories d'établissements de crédit	44
A. Les banques	44
B. Les banques mutualistes ou coopératives.....	46
1. Le réseau du Crédit agricole	49
2. Le réseau du Crédit mutuel	53
3. Le réseau des Banques populaires.....	56
4. Le réseau des Caisses d'épargne	60
C. Les Caisses de crédit municipal	64
D. Les sociétés financières	67
1. Les sociétés de crédit-bail	68
2. Les sociétés de caution mutuelle.....	70
E. Les institutions financières spécialisées	71
§2. L'obtention de l'agrément	72
A. Les conditions d'obtention	73
1. Le contrôle des dirigeants	74
2. Le contrôle de l'actionnariat	75
3. Le contrôle financier.....	76
B. La décision de l'Autorité.....	77
C. Les sanctions entourant l'agrément.....	78
1. Les sanctions pénales.....	78
2. Les sanctions civiles.....	80
§3. Les effets de l'agrément	85
A. L'agrément unique.....	85
1. Présentation générale.....	86
2. L'établissement d'une succursale en France	87
3. L'établissement d'une succursale à l'étranger	88
4. L'exercice de prestation de services	88
B. Contrôle unique	89
§4. Le retrait de l'agrément	90
A. Les cas de retrait.....	90
B. La procédure de retrait.....	92
C. La distinction avec la radiation	94

CHAPITRE 2 – LES AUTRES PROFESSIONNELS DE LA BANQUE	97
Section 1 – Les établissements de paiement	98
§1. Présentation des établissements de paiements	99
A. La nature des établissements de paiement	99
B. Les pouvoirs des établissements de paiement.....	99
1. La fourniture de services de paiement.....	100
2. La fourniture de services connexes	103
3. Autres activités.....	104
§2. L'agrément des établissements de paiement	104
A. L'obtention de l'agrément	105
1. Les conditions d'obtention	105
2. La décision de l'Autorité	107
3. Les sanctions entourant l'agrément	108
B. Les effets de l'agrément	109
C. Le retrait de l'agrément.....	110
1. Les cas de retrait	110
2. La procédure de retrait.....	111
Section 2 – Les changeurs manuels	111
§1. Présentation des changeurs manuels	112
§2. Autorisation requise pour pouvoir exercer	113
A. Octroi et retrait de l'autorisation.....	114
B. Sanctions encourues à défaut d'autorisation	115
Section 3 – Les intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement	116
§1. Présentation générale	117
§2. Obligation d'immatriculation	119
A. Les exigences textuelles.....	120
B. Les sanctions encourues	122
Section 4 – Les établissements de monnaie électronique	123
§1. Présentation générale	127
§2. Activités	129
§3. Agrément	131
A. Les règles en matière d'agrément.....	131
1. L'exigence.....	132
2. Les exceptions	133
3. Les effets.....	134
4. Les conditions de retrait.....	134
B. Le capital minimum requis	135
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	136

DEUXIÈME PARTIE	
LE RÉGULATEUR BANCAIRE	137
CHAPITRE 1 – L'ORGANISATION DU RÉGULATEUR	141
Section 1 – Le collège	141
§ 1. L'organisation du collège	141
A. La composition du collège	142
1. Le président.....	142
<i>a. La désignation du président</i>	142
<i>b. Les pouvoirs du président</i>	143
2. Les membres du collège	145
<i>a. Les garanties</i>	145
<i>b. Les devoirs</i>	147
B. Les formations du collège	149
1. La formation plénière.....	149
2. Les formations restreinte et sectorielle.....	149
§ 2. Le fonctionnement du collège	151
A. Les séances du collège	151
B. Les délibérations du collège.....	153
Section 2 – La commission des sanctions	153
§1. La nature de la commission des sanctions	154
§2. La composition de la commission des sanctions	156
Section 3 – Le secrétariat général	157
§1. Le secrétaire général	157
§2. Les services du secrétariat général	159
§3. Les agents du secrétariat général	160
CHAPITRE 2 – LES ATTRIBUTIONS DU RÉGULATEUR	163
Section 1 – Le pouvoir de contrôle	163
§1. Le contrôle sur pièces	164
§2. Le contrôle sur place	167
A. L'organisation du contrôle	167
1. La mission de contrôle.....	167
2. Le déroulement du contrôle.....	168
3. Les suites du contrôle	170
B. Les pouvoirs et devoirs des contrôleurs.....	170
1. Les pouvoirs des contrôleurs.....	171
2. Les devoirs des contrôleurs	171
C. Les droits et obligations des établissements contrôlés	172

1. Les droits des établissements contrôlés	172
2. Les obligations des établissements contrôlés	173
Section 2 – Le pouvoir de police	174
§ 1. La typologie des mesures de police	174
§ 2. Le régime des mesures de police administrative	177
Section 3 – Le pouvoir de sanction	179
§ 1. La procédure disciplinaire	180
A. Les étapes de la procédure disciplinaire	180
1. L'ouverture de la procédure disciplinaire	180
2. Le déroulement de la procédure disciplinaire	182
a. <i>L'instruction</i>	183
b. <i>L'audience</i>	185
B. Les garanties de la procédure disciplinaire	187
1. Le principe d'impartialité	188
a. <i>L'impartialité subjective</i>	188
b. <i>L'impartialité objective</i>	189
2. Le principe des droits de la défense	191
a. <i>Le principe du contradictoire</i>	191
b. <i>Le principe de la présomption d'innocence</i>	192
§2. Les sanctions disciplinaires	192
A. La typologie des sanctions disciplinaires	193
1. Les sanctions professionnelles	194
a. <i>Le régime de droit commun</i>	194
b. <i>Les régimes particuliers</i>	195
2. Les sanctions pécuniaires	196
3. La publication des décisions	197
B. Le régime des sanctions disciplinaires	198
1. Le principe de légalité	198
a. <i>La légalité de l'incrimination</i>	198
b. <i>La légalité de la sanction</i>	200
2. Les principes de nécessité et de proportionnalité	200
a. <i>Le cumul des sanctions administratives</i>	202
b. <i>Le cumul des sanctions administratives et pénales</i>	203
CHAPITRE 3 – LA COOPÉRATION DES RÉGULATEURS	205
Section 1 – L'Autorité bancaire européenne	205
§1. L'organisation de l'Autorité bancaire européenne	207
A. Les organes collégiaux	208
1. Le Conseil des autorités de surveillance	208
2. Le Conseil d'administration	209

B. Les organes individuels.....	209
1. Le président.....	209
2. Le directeur exécutif.....	210
§2. Les pouvoirs de l’Autorité bancaire européenne.....	211
A. La participation au pouvoir normatif.....	211
B. L’attribution d’un pouvoir de décision individuelle.....	213
Section 2 – Le Comité de Bâle.....	215
CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.....	218

TROISIÈME PARTIE LES PRINCIPALES RÈGLES DE RÉGULATION.....221

CHAPITRE 1 – LES RÈGLES TENDANT À LUTTER CONTRE LE RISQUE SYSTÉMIQUE.....	223
Section 1 – Les risques encourus par les établissements de crédit.....	226
Section 2 – Le ratio de solvabilité.....	228
§1. Situation actuelle.....	229
A. La notion de fonds propres.....	229
B. Évolution du ratio de solvabilité.....	230
C. Appréciation des risques.....	233
§2. Situation à venir.....	234
A. Évolutions du ratio de solvabilité.....	235
B. Amélioration de la qualité des fonds propres.....	237
C. Instauration d’un ratio de levier.....	238
D. Exigences concernant les établissements systémiques.....	238
E. Entrée en application.....	240
Section 3 – Les règles de liquidité.....	242
§1. Situation actuelle.....	242
A. Les principales exigences en matière de liquidité.....	243
B. Le contrôle du risque de liquidité.....	244
§2. Situation à venir.....	245
Section 4 – Le contrôle des grands risques.....	246
Section 5 – Le contrôle interne.....	248
§1. Le système de contrôle des opérations et des procédures internes.....	252
A. Dispositions générales.....	252
B. Le dispositif de contrôle de la conformité.....	257

C. La surveillance des risques par la filière « risques »	260
§2. Les systèmes de mesure des risques et des résultats	261
A. Obligations générales.....	261
B. Sélection et mesure des risques de crédit.....	263
C. Mesure des risques de marché.....	267
D. Mesure du risque de liquidité et de règlement.....	268
§3. Les systèmes de surveillance et de maîtrise des risques	269
§4. Le rôle des organes exécutifs et délibérant de l'entreprise assujettie et de l'ACP	272
CHAPITRE 2 – LES RÈGLES TENDANT À LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME ...	279
Section 1 – Les obligations de vigilance et de déclaration	282
§1. L'obligation de vigilance	283
A. L'obligation de vigilance standard	284
1. L'obligation avant l'entrée en relation d'affaires	285
2. L'obligation en cours de relation d'affaires	288
3. La délégation à un tiers.....	288
4. Interdiction et obligation consécutives	290
B. L'obligation de vigilance allégée.....	290
1. Atténuation à l'obligation de vigilance.....	291
2. Exonérations à l'obligation de vigilance.....	291
C. L'obligation de vigilance renforcée	292
1. Relations avec des correspondants bancaires et des distributeurs d'instruments financiers situés hors de l'Espace économique européen.....	292
2. Vigilance renforcée à l'initiative des personnes assujetties.....	293
3. Vigilance renforcée à l'égard de certaines opérations	293
D. Mesures de vigilance complémentaires	293
1. Hypothèses concernées	294
2. Mesures complémentaires à mettre en œuvre	295
§2. L'obligation de déclaration	296
A. Les cas entraînant l'obligation de déclaration	298
1. Déclaration de soupçon.....	298
2. Autres situations donnant lieu à déclaration.....	299
3. Cas particulier de la fraude fiscale	300
B. Règles de procédure entourant la déclaration	302
C. Règle de confidentialité entourant la déclaration.....	303
1. Le principe de confidentialité	303

2. Les exceptions au principe.....	303
D. Immunité entourant la déclaration	305
1. L'immunité pénale	305
2. L'immunité civile et professionnelle	306
Section 2 – Les exigences en matière de procédures et de contrôle interne	307
§1. Les exigences mentionnées par le code monétaire et financier ...	307
A. Exigences légales.....	307
B. Précisions réglementaires	308
§2. Les exigences mentionnées par le règlement n° 97-02	310
CHAPITRE 3 – LES RÈGLES TENDANT À LA PROTECTION DE LA CLIENTÈLE	317
Section 1 – La protection de la clientèle par la loi et le règlement et les codes de conduite homologués.....	319
§1. Les lois et règlements tendant à la protection de la clientèle	319
§2. Les dispositions des codes de conduite homologués tendant à la protection de la clientèle.....	320
Section 2 – La protection de la clientèle par les codes de conduite approuvés et les bonnes pratiques professionnelles	321
§1. Les dispositions des codes de conduite approuvés par l'ACP tendant à la protection de la clientèle.....	321
§2. Les bonnes pratiques professionnelles	324
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE.....	327
CONCLUSION GÉNÉRALE	329
INDEX ALPHABÉTIQUE.....	335
BIBLIOGRAPHIE.....	341